

Guinée-Bissau 🇬🇼.

- Le pays prépare le lancement du premier rapport régional sur l'évaluation des dépenses fiscales.

=====

Le Programme d'Appui à la Transition Fiscale en Afrique de l'Ouest (PATF) a tenu un atelier

de quatre jours le 6 juin pour lancer les activités relatives à l'évaluation des dépenses fiscales en Guinée-Bissau.

Financée par l'Union européenne, la réunion a rassemblé plus d'une vingtaine d'experts des impôts et des taxes.



M Rodrigues
representant la DUE en
Guinée Bissau a déclaré
que le programme
visait à soutenir la

transition fiscale dans
la sous-région et la
mise en œuvre
conséquente des
politiques de
libéralisation du
commerce régional,
consolidée par la
construction de l'Union
douanière.

Le diplomate européen



a admis que le programme, bien qu'il soit regional, la réalité de chaque pays est prise en compte, c'est pourquoi la Guinée-

Bissau bénéficie d'un appui spécifique dans la mise en œuvre du programme.

Il a ajouté que la situation économique du pays comporte encore des défis à relever afin d'améliorer l'efficacité de la collecte des impôts.

"C'est précisément pour pousser la Guinée-Bissau à faire face à ces défis qu'une assistance spécifique lui a été consacrée dans le cadre du PATF, visant à introduire la TVA, à mettre en œuvre l'évaluation des dépenses fiscales, et

aussi à promouvoir le débat public sur les impôts indirects", a déclaré M. Rodrigues.

Enfin, il a expliqué que la session qui s'est tenue est la dernière de ces composantes qui implique la production d'un rapport d'évaluation des

dépenses fiscales, pour lequel le groupe de travail respectif sera formé, visant à équiper les cadres avec les fondamentaux et les concepts nécessaires pour mener à bien le travail d'évaluation pratique.

Au nom de la
représentation de la

CEDEAO en Guinée-
Bissau, Ibraïma

Coulubaly a déclaré que
l'évaluation des
dépenses fiscales et le
suivi de leur impact
économique et social,
ainsi que dans la
mobilisation des
ressources
domestiques est une
exigence des directives

communautaires.

Le responsable de la CEDEAO a expliqué que l'instrument est créé afin de soutenir les pays de la sous-région et la Mauritanie, en vue de faciliter la mise en œuvre du programme de transition fiscale, ainsi que d'assurer une

bonne dynamique dans l'harmonisation de la politique régionale de libéralisation des échanges.

Il a ajouté qu'il contribuera à la construction de l'union douanière de la CEDEAO, à l'application du tarif extérieur commun et facilitera la

mise en œuvre de l'accord de partenariat économique régional. Dans le cas précis, il a indiqué que la Guinée-Bissau était l'un des trois pays bénéficiant d'une mise en œuvre nationale du programme, et a précisé que les progrès réalisés en 2021,

notamment
l'internalisation des
directives sur la TVA et
les accises, ont été
repris et hautement
appréciés par les
autorités. Ce succès,
selon M. Coulubaly, a
placé la Guinée-Bissau
parmi les pays ayant le
plus progressé en
matière de réformes

lors de la dernière revue
des projets et
programmes
communautaires
menée par l'UEMOA.
Il a déclaré que ce
séminaire était une
étape importante qui
mènera, à court terme,
à la rédaction du
premier rapport du pays
sur les dépenses

fiscales qui sera pris en compte lors de la prochaine revue.

Le programme, lancé en 2020 en Guinée Bissau vise principalement à améliorer

l'harmonisation et la gestion de la fiscalité interne dans les États membres de la CEDEAO et de l'UEMOA, à

renforcer la lutte contre la fraude, l'évasion fiscale, les flux financiers illicites et la corruption dans la sous-région.

De même, renforcer la coordination et la capacité institutionnelle des commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA,

ainsi que des États membres, en vue d'améliorer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du programme.

Enfin, renforcer les actions de sensibilisation et promouvoir le débat public et l'analyse de la

fiscalité au sein de la société civile, du secteur privé et des universités..

Représentant le Secrétaire d'Etat au Budget, António Mutaro Seidi a déclaré que le programme a atteint un résultat tangible et significatif, à savoir

l'adoption de la loi
établissant la taxe sur
la valeur ajoutée (TVA)
et la taxe sur la
consommation.

Cependant, il a indiqué
que de nombreux défis
restent à relever,
notamment l'adaptation
du cadre budgétaire aux
décisions des

organisations
régionales, ce qui est le
cas concret de la
décision du 27 mars
2009 du CM/UEMOA.

Mutaro Seidi a rappelé
que lors de la dernière
revue annuelle des
réformes, politiques,
programmes et projets
communautaires de

l'UEMOA, la Guinée
Bissau s'était engagée
à accélérer le rythme
d'internationalisation de
ses directives et
décisions.

Il a également admis
que l'événement est
une étape importante
pour ceux qui peuvent
contribuer à atteindre

les objectifs fixés, et a noté la présence d'experts expérimentés qui connaissent la situation réelle du pays en matière de fiscalité.

Enfin, il a appelé la CEDEAO et l'UMEA à user de leur influence auprès des partenaires financiers, notamment

l'Union européenne,
pour continuer à
soutenir la Guinée
Bissau.

L'économie de la Guinée-
Bissau reste confrontée
à des défis

Le représentant du
délégué de l'Union
européenne en Guinée-

Bissau a déclaré que l'instrument est un programme ambitieux financé à hauteur de 10 millions d'euros et couvre 15 pays de la CEDEAO et la Mauritanie, pour un total de 400 millions de personnes.

